

Bruxelles, le 16 octobre 2008

Protection sociale et inclusion sociale en Europe – Éléments et chiffres clés

La Commission européenne publie aujourd'hui son rapport annuel sur les tendances sociales dans les États membres dans le cadre des objectifs communs de la stratégie de l'UE en matière de protection sociale et d'inclusion sociale¹. Les éléments clés de ce rapport² sont présentés ci-dessous.

En 2006, 16 % des Européens étaient exposés au risque de pauvreté.

En dépit de l'amélioration générale du marché du travail, 9,3 % des adultes en âge de travailler vivent dans des ménages sans emploi et 8 % des salariés vivent en deçà du seuil de pauvreté.

Les transferts sociaux réduisent le risque de pauvreté de 38 % en moyenne dans l'UE mais cet impact varie de moins de 10 % à près de 60 % selon les régions.

Le taux d'emploi des travailleurs âgés atteignait 45 % en 2007, contre 37 % en 2001.

Les systèmes de retraite actuels ont généralement permis de réduire la pauvreté chez les personnes âgées mais une femme âgée vivant seule est bien plus exposée qu'un homme âgé dans la même situation (28 % contre 20 %).

À l'avenir, il est probable qu'une plus grande part du revenu des retraités proviendra de fonds de retraite privés.

L'espérance de vie est aujourd'hui de 82 ans pour les femmes et de 76 ans pour les hommes. Ces chiffres traduisent un gain de longévité de 4 ans pour les femmes et de 5 ans pour les hommes sur les 20 dernières années.

L'écart entre les différents pays européens en matière d'espérance de vie est de 8 ans pour les femmes et 13 ans pour les hommes.

Ces 20 dernières années, les dépenses de soins de santé ont augmenté dans l'ensemble de l'UE. Elles varient actuellement de 10 % du PIB ou plus dans certains pays à 6 % ou moins dans d'autres.

Inclusion sociale

Combien d'Européens vivent dans la pauvreté?

En 2006, 16 % des citoyens de l'Europe des vingt-sept vivaient en deçà du seuil de pauvreté (fixé à 60 % du revenu national moyen), ce qui les empêchait d'être

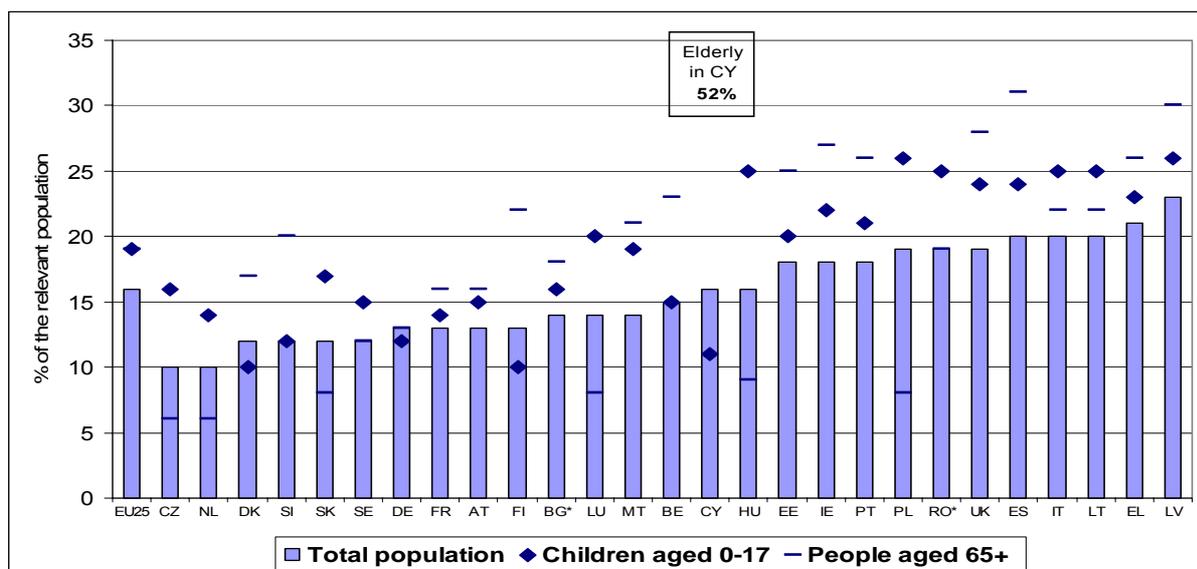
¹ http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/the_process_fr.htm

² Monitoring progress towards the objectives of the European Strategy for Social Protection and Social Inclusion (Suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs communs de la stratégie européenne de protection sociale et d'inclusion sociale), Document de travail des services de la Commission. Voir http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/docs/social_inclusion/2008/omc_monitoring_en.pdf

membres à part entière de la société. Les chiffres oscillaient entre 10 % (République tchèque et Pays-Bas) et 21-23 % (Grèce et Lettonie).

Les enfants sont souvent plus exposés à la pauvreté que le reste de la population (19 % pour l'Europe des vingt-sept). Cela vaut pour la plupart des États membres, exception faite des pays nordiques, de la Grèce, de Chypre et de la Slovaquie. La situation professionnelle des parents et l'efficacité de l'intervention des pouvoirs publics en matière d'aide au revenu et de services tels que les milieux d'accueil comptent parmi les principaux facteurs influençant le niveau de pauvreté infantile dans l'UE. Cela est particulièrement évident dans le cas des familles monoparentales, où le risque de pauvreté est de 32 %.

Graphique 1: Pourcentages de risque de pauvreté dans l'UE, total et enfants, 2006



Source: EU-SILC (2006); revenus 2005, excepté pour UK (revenus 2006) et pour IE (période de référence du revenu mobile 2005-06); BG: enquête nationale sur le budget des ménages 2006.

Le niveau de vie des «pauvres» fluctue fortement au sein de l'UE. Dans les États baltes, en Hongrie, en Pologne et en Slovaquie, le revenu mensuel des personnes exposées au risque de pauvreté s'élève à moins de 200 EUR, tandis qu'au Danemark, en Irlande, au Luxembourg, en Finlande et au Royaume-Uni, le seuil de pauvreté est fixé à 900 EUR par mois. En tenant compte des disparités en matière de coût de la vie (valeurs exprimées en standard de pouvoir d'achat, SPA), le revenu mensuel des personnes exposées au risque de pauvreté varie entre 230 EUR SPA et 890 EUR SPA (jusqu'à 1400 EUR SPA au Luxembourg). Ces chiffres suggèrent que le niveau de vie des personnes à faible revenu des pays les plus riches de l'UE est 3,5 fois supérieur à celui des personnes vivant dans les pays les plus pauvres.

Les progrès sur le marché du travail ont-ils contribué à l'inclusion sociale?

Dans l'UE, les améliorations générales observées depuis 2000 sur le marché du travail ont eu, dans l'ensemble, un impact limité sur les personnes les plus démunies. Le nombre de personnes vivant dans des ménages sans emploi demeure élevé, en dépit des progrès récents. La pauvreté des travailleurs est une préoccupation croissante dans la plupart des États membres, au même titre que l'intégration des migrants sur le marché du travail.

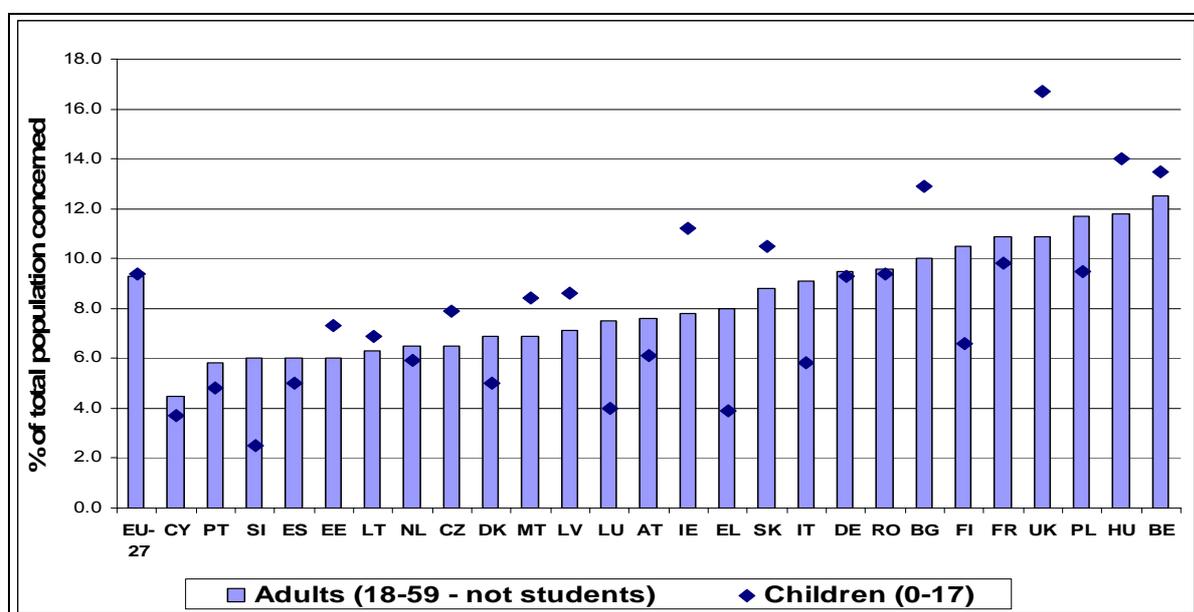
Combien d'Européens appartiennent à des ménages sans emploi?

En 2007, près de 9,3 % des citoyens adultes de l'Europe des vingt-sept en âge de travailler (c'est-à-dire les citoyens non étudiants âgés de 18 à 59 ans) vivaient dans

des ménages exclusivement composés de personnes sans emploi. Les chiffres oscillaient entre 4,5 % à Chypre et 11 % ou plus en Belgique, en France, en Hongrie, en Pologne et au Royaume-Uni. On relève, en moyenne, des pourcentages similaires pour les enfants, soit 9,4 % pour l'Europe des vingt-sept en 2007. Cependant, les familles avec enfants sont davantage concernées par cet état de choses dans certains pays que dans d'autres. La proportion d'enfants dans cette situation varie fortement d'un État membre à l'autre: de 2,5 % en Slovénie à 16,7 % au Royaume-Uni. Un tel environnement influe sur les conditions d'existence de l'enfant et sur l'évolution de son développement.

Dans l'UE, les améliorations générales observées sur le marché du travail n'ont, dans l'ensemble, été profitables pour les ménages sans emploi que depuis les 2 dernières années (- 0,9 point de pourcentage (pp) entre 2005 et 2007). Il est encore trop tôt pour dire si la diminution sera de longue durée et si elle est significative. Les améliorations n'ont pas eu un impact similaire sur les familles avec enfants, puisque la proportion d'enfants vivant dans des ménages sans emploi n'a diminué que de 0,3 pp entre 2005 et 2007.

Graphique 2: Adultes et enfants vivant dans des ménages sans emploi, 2007

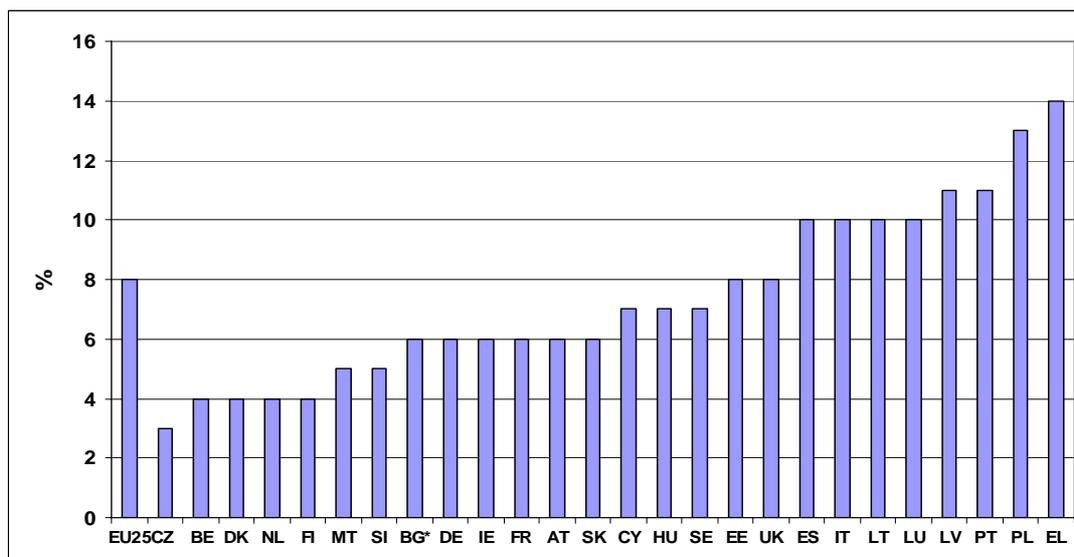


Source: enquête Eurostat sur les forces de travail, résultats pour le printemps, données manquantes pour SE.

Et les travailleurs pauvres?

Le travail ne prémunit pas toujours contre la pauvreté. En 2006, 8 % des citoyens de l'Europe des vingt-cinq âgés de 18 ans et plus et occupant un emploi vivaient en deçà du seuil de pauvreté et éprouvaient de ce fait des difficultés à jouer pleinement leur rôle dans la société. Les chiffres oscillaient entre 4 % ou moins (République tchèque, Belgique, Danemark, Pays-Bas et Finlande) et 13 % ou 14 % (respectivement en Pologne et en Grèce). La pauvreté des travailleurs est liée aux bas salaires, au faible niveau de qualification, aux emplois précaires et au travail à temps partiel, souvent non souhaité. Elle est également liée au type d'habitation dans lequel vivent les travailleurs ainsi qu'au statut économique des autres membres du ménage. Dans les foyers avec enfants, par exemple, le modèle familial à un seul revenu ne permet plus de mettre le ménage à l'abri de la pauvreté.

Graphique 3: Travailleurs pauvres: pourcentage de risque de pauvreté chez les personnes actives âgées de 18 ans et plus, 2006



Source: EU-SILC (2006); revenus 2005, excepté pour UK (revenus 2006) et pour IE (période de référence du revenu mobile 2005-06); BG: enquête nationale sur le budget des ménages 2006; données manquantes pour RO.

Et la situation des migrants sur le marché du travail?

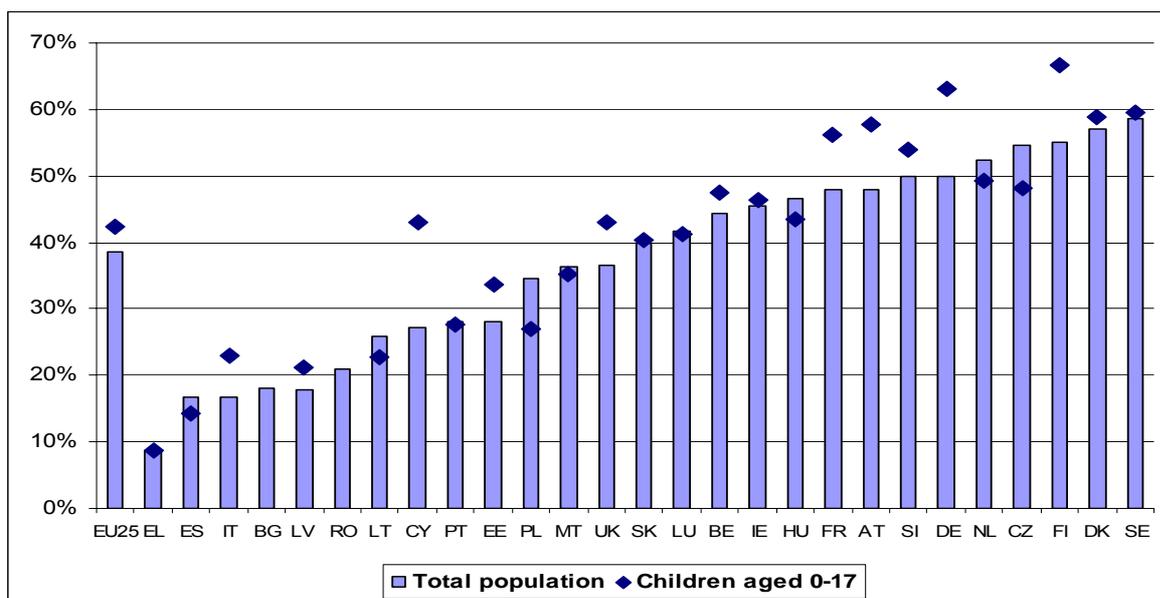
En 2007, le taux d'emploi des migrants nés en dehors de l'UE était inférieur de 2,6 points de pourcentage à celui de la population d'accueil, soit un écart similaire à celui enregistré en 2006 (2,7 pp). Cette moyenne occulte des différences importantes entre les États membres. En Espagne, en Grèce, en Italie ou au Portugal, des pays où la migration est un phénomène récent et principalement économique, les migrants totalisent un taux d'emploi supérieur à celui des autochtones. À l'opposé, en Belgique, au Danemark, en Allemagne, en France, en Autriche, en Suède et au Royaume-Uni, le taux d'emploi des autochtones est nettement inférieur à celui des autochtones, avec des écarts oscillant entre 6 % au Royaume-Uni et 16 % au Danemark.

Dans quelle mesure les transferts sociaux réduisent-ils le risque de pauvreté?

Au sein de l'UE, les transferts sociaux autres que les retraites (comme les allocations familiales, de chômage et de logement) réduisent le risque de pauvreté de 38 % en moyenne. À défaut, le risque de pauvreté moyen des États membres s'élèverait à 26 % (contre 16 % après aides publiques). Les transferts sociaux les plus efficaces se rencontrent en République tchèque, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Slovaquie et dans les pays nordiques, où ils réduisent la pauvreté de 50 % ou plus. En Bulgarie, en Grèce, en Espagne, en Italie et en Lettonie, les transferts sociaux ne parviennent à réduire le risque de pauvreté que de 18 % ou moins.

L'impact des transferts sociaux sur la réduction du risque de pauvreté est plus important pour les **enfants**, la moyenne européenne atteignant 42 % en 2006. Cela vaut pour la plupart des États membres, à l'exception des pays suivants: Belgique, République tchèque, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal et Slovaquie, où la moyenne est légèrement inférieure. Dans les pays nordiques, en Allemagne, en France et en Autriche, les transferts sociaux (autres que les retraites) permettent de réduire le risque de pauvreté infantile de plus de 55 %, tandis qu'en Grèce et en Espagne, la diminution est inférieure à 20 % (également pour la population dans son ensemble).

Graphique 4: Impact des transferts sociaux (hors retraites) sur le pourcentage de risque de pauvreté pour la population totale et pour les enfants, 2006 — %



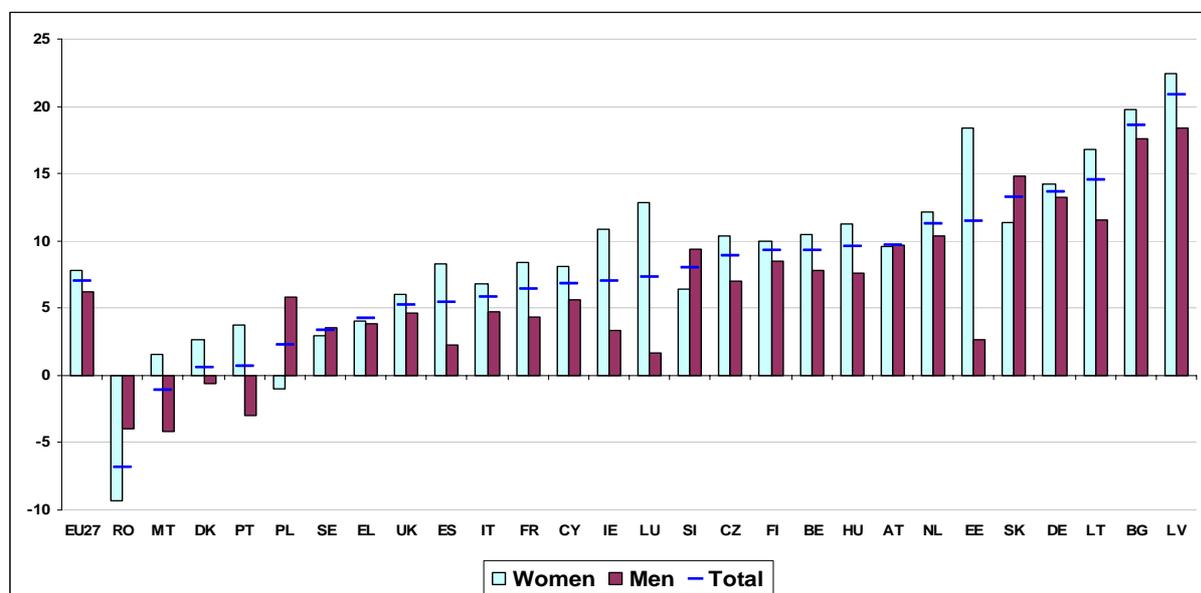
Source: EU-SILC (2006); revenus 2005, excepté pour UK (revenus 2006) et pour IE (période de référence du revenu mobile 2005-06); BG: enquête nationale sur le budget des ménages 2006; données manquantes pour RO.

Retraites

Pourquoi l'emploi revêt-il tant d'importance pour les retraites?

L'allongement de la vie professionnelle est l'une des manières de préserver la viabilité des systèmes de retraite et de garantir aux retraités des revenus suffisants. La stratégie de Lisbonne fixe à 50 % le taux d'emploi des travailleurs âgés d'ici à 2010. En 2007, ce taux était de 45 % pour l'Europe des vingt-cinq dans son ensemble, contre 37 % en 2001. Si 11 pays, à savoir le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Portugal, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni, ont à présent dépassé l'objectif des 50 %, il n'en va pas de même pour un groupe d'États membres qui continuent à afficher un taux d'emploi des travailleurs âgés de l'ordre de 30 %. L'augmentation générale des taux d'emploi résulte de deux facteurs principaux: un effet démographique d'une part et, d'autre part, une participation plus importante des femmes à la vie active. Étant donné le vieillissement de la «génération baby-boom», la part relative des citoyens âgés de 55 à 59 ans, qui présentent un taux d'emploi plus élevé, est en augmentation. En outre, entre 2001 et 2007, le taux d'emploi a davantage progressé pour les femmes que pour les hommes dans la plupart des États membres.

Graphique 5: Évolution du taux d'emploi des travailleurs âgés (55 à 64 ans), 2001-2007

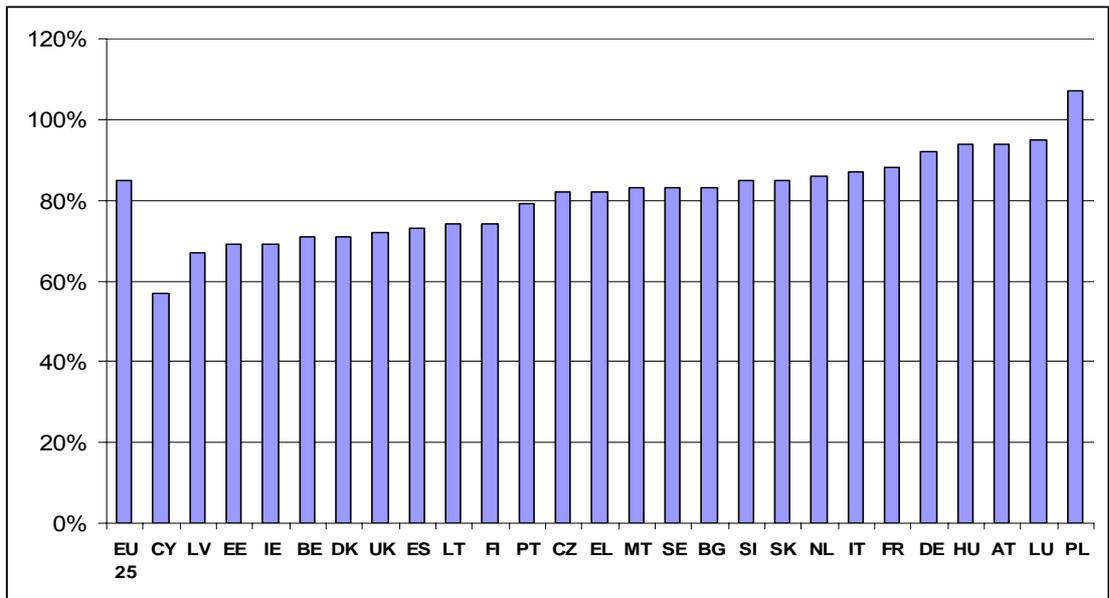


Source: enquête Eurostat sur les forces de travail, moyennes annuelles

Quel est le rapport entre le revenu des personnes âgées et celui du reste de la population?

Jusqu'à présent, les systèmes de retraites ont permis, d'une manière générale, d'éliminer largement la pauvreté chez les personnes âgées. Les citoyens de 65 ans et plus perçoivent des revenus qui atteignent quelque 85 % de ceux de leurs cadets. Les chiffres oscillent entre 57 % (Chypre) et plus de 100 % (Pologne). Une femme âgée vivant seule reste toutefois plus exposée au risque de pauvreté qu'un homme dans la même situation (28 % contre 20 %).

Graphique 6: Revenu relatif des personnes âgées: revenu médian des 65 ans et plus, par rapport au revenu des personnes de 0 à 64 ans, 2006

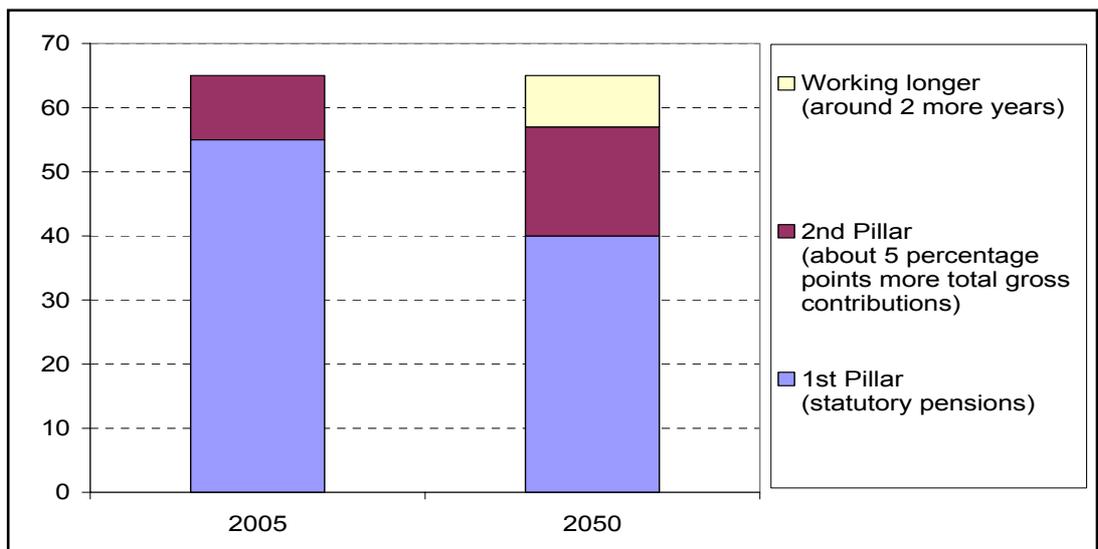


Source: SILC (2006); revenus 2005, excepté pour UK (revenus 2006) et pour IE (période de référence du revenu mobile 2005-06); BG: enquête nationale sur le budget des ménages 2006, revenus 2006. RO: données manquantes. MT et PT: données provisoires. Date d'extraction: 16 mai 2008.

Comment les taux de remplacement des retraites sont-ils susceptibles d'évoluer?

Cependant, des réformes menées récemment dans de nombreux États membres se sont soldées par une diminution des taux de remplacement (retraite moyenne, par comparaison avec le salaire moyen d'un travailleur moyen) pour un âge donné de départ à la retraite. Le graphique ci-dessous illustre la composition actuelle de la pension de retraite, en pourcentage des revenus professionnels, et l'évolution qu'elle pourrait subir d'ici à 2050: la part provenant du régime de retraites public accuserait un recul, lequel serait toutefois compensé par les régimes privés et l'allongement de la vie professionnelle.

Graphique 7: Projection de l'évolution des taux de remplacement des retraites, 2005 et 2050



Source: illustration stylisée basée sur les résultats du sous-groupe Indicateurs du comité de la protection sociale sur les taux de remplacement bruts.

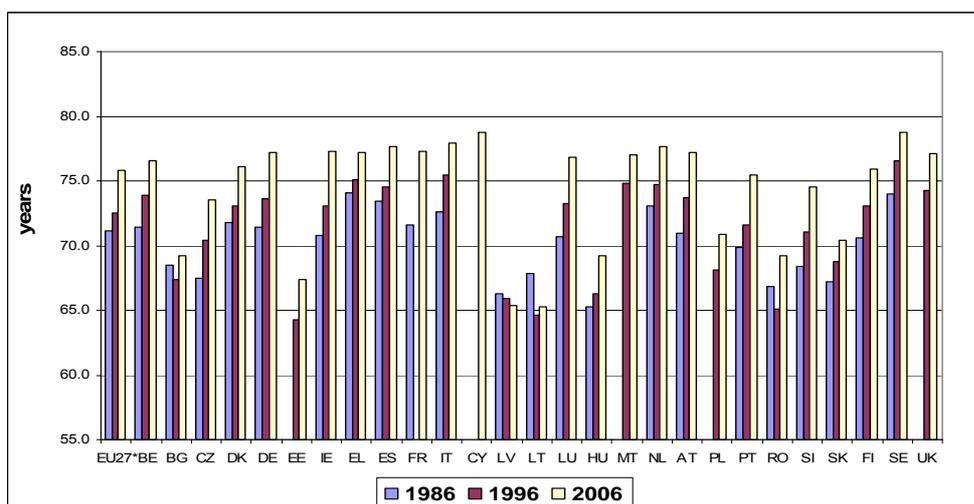
Soins de santé et soins de longue durée

Quid de l'espérance de vie à l'échelle de l'Union européenne?

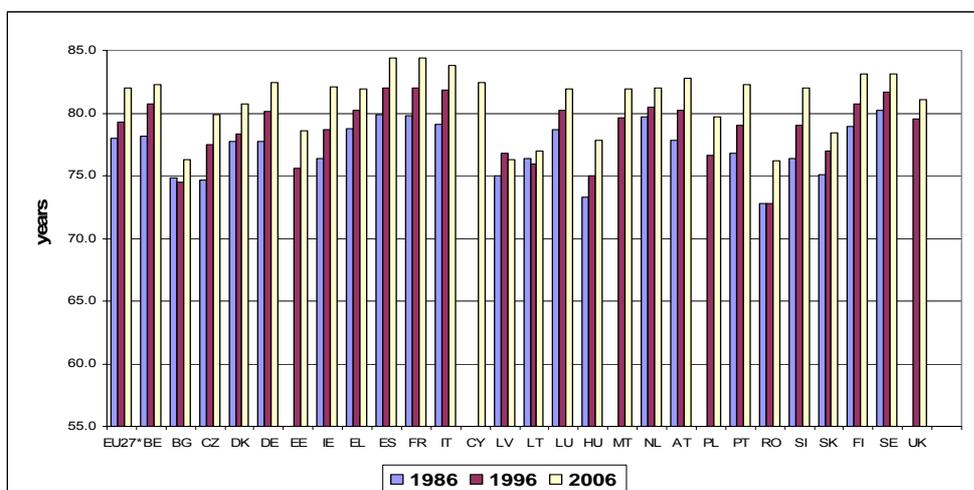
À l'échelle de l'Union européenne, l'espérance de vie s'est, de manière générale, accrue au cours des deux dernières décennies. En 2006, dans l'Europe des vingt-sept, la moyenne était de 82 ans pour les femmes et de 76 ans pour les hommes, soit un gain de longévité de près de 4 et 5 ans en l'espace de 20 ans. L'espérance de vie a toutefois chuté dans les États baltes, en Bulgarie et en Roumanie durant la transition économique du début des années 90. Si elle a aujourd'hui remonté dans ces pays, elle reste en deçà du niveau de 1986 en Lettonie et en Lituanie (uniquement pour les hommes).

L'écart entre les États membres en matière d'espérance de vie est de 8 ans pour les femmes et 13 ans pour les hommes. En Bulgarie, en Lettonie et en Roumanie, une femme vit en moyenne 76 ans, contre 84 ans en Espagne, en France et en Italie. Chez les hommes, l'espérance de vie est de 65 ans en Lettonie et en Lituanie, contre 79 ans à Chypre et en Suède. Certains pays ne rattrapent pas la moyenne de l'Union européenne: en Bulgarie, en Lituanie, en Roumanie et en Slovaquie, l'écart entre l'espérance de vie nationale et la moyenne européenne s'est même creusé au cours des deux dernières décennies.

Graphique 8a: Espérance de vie à la naissance pour les hommes, 1986, 1996, 2006



Graphique 8b: Espérance de vie à la naissance pour les femmes, 1986, 1996, 2006



Source: Eurostat. LV (1986, 1996): sources nationales. FR(1986) représente la France métropolitaine. Les moyennes européennes sont des moyennes pondérées par la population. EU27*(2006) sur la base de 2006, excepté pour UK(2005) et IT(2004).

L'augmentation générale de l'espérance de vie s'est accompagnée d'une progression générale mais légère de l'espérance de vie en bonne santé. On ne note toutefois aucun amenuisement sensible de l'écart entre l'espérance de vie et l'espérance de vie en bonne santé. Dans l'Europe des quinze, l'espérance de vie en bonne santé est passée, pour les femmes, de 64,5 ans en 1999 à 66 ans en 2003. Sur la même période, l'espérance de vie en bonne santé pour les hommes a évolué de 62,8 à 64,5 ans. Si les femmes vivent plus longtemps, elles souffrent d'une infirmité pendant une partie plus importante de leur vie, par comparaison aux hommes.

Graphique 9: Évolution de l'espérance de vie et de l'espérance de vie en bonne santé entre 1995 et 2003

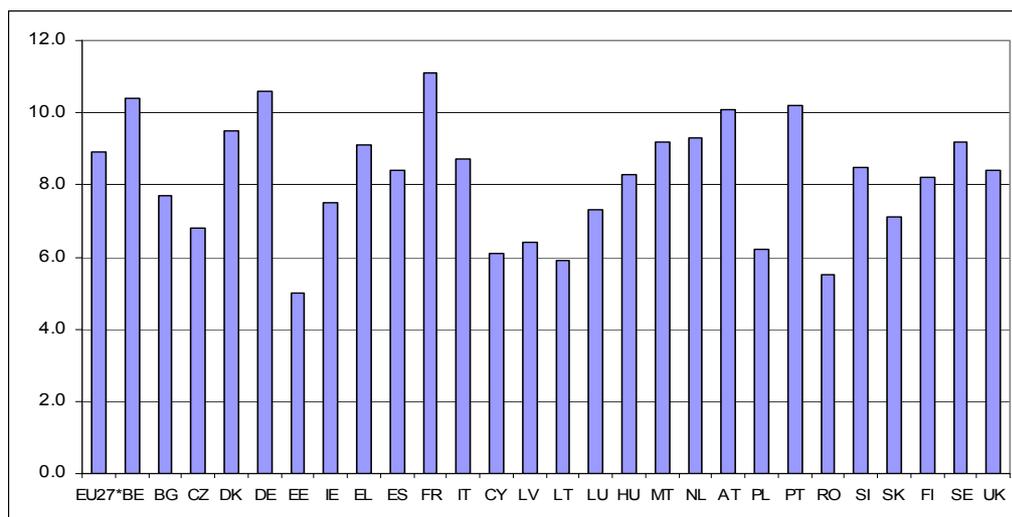
Pays	Hommes		Femmes	
	Évolution de l'espérance de vie	Évolution de l'espérance de vie en bonne santé	Évolution de l'espérance de vie	Évolution de l'espérance de vie en bonne santé
BE	1,8	4,1	0,7	2,8
DK	2,3	1,4	1,9	0,2
DE	2,5	5	1,4	0,4
IE	3,1	0,2	2,5	- 2,2 (1999-2003)
EL	1,5	0,9	1,1	- 0,8
ES	1,9	2,6	1,2	2,5
FR	1,9	0,6	0,9	1,5
IT	2	4,2	1,2	4,4
NL	1,7	0,6	0,5	- 3,3
AT	2,5	6,2	1,4	1,6 (2000-2003)
PL	2,8	2,6 (1996-2002)	2,4	2,1 (1996-2002)
PT	2,5	0,2	1,6	- 1,3
FI	2,3	2,7 (1996-2003)	1,5	- 1,2 (1996-2003)
SE	1,8	0,4 (1997-2003)	0,8	2,2 (1997-2003)
UK	2,2	0,9	1,2	- 0,3

Source: Eurostat

Et les ressources allouées à la santé?

Au cours des deux dernières décennies, le total des dépenses de santé publiques et privées, exprimé en pourcentage du PIB, a augmenté dans toute l'UE. On note toutefois des différences considérables en la matière selon les pays. Ainsi, l'Autriche, la Belgique, la France et le Portugal accordent au moins 10 % de leur PIB à la santé, tandis que les États baltes, Chypre, la Pologne et la Roumanie y consacrent au maximum 6 %. Dans l'ensemble, les dépenses publiques représentent une part importante des dépenses de santé totales (plus de 70 %). Les dépenses privées (principalement paiements directs) constituent néanmoins une source de financement considérable dans la plupart des États membres. Les dépenses de santé privées représentent plus de 50 % à Chypre et en Grèce, et plus de 40 % en Lettonie et en Bulgarie.

Graphique 10: Dépenses totales allouées à la santé, en % du PIB (2006 ou données les plus récentes disponibles)



Source: OCDE 2008 et base de données «Santé pour tous» de l'OMS. Les données portent sur 2006; sauf pour RO, BG, EE, LV, LT, CY, SK, MT et SI: 2005. Données LU corrigées pour les travailleurs transfrontaliers, EU27*: moyenne des valeurs du graphique pondérée par la population.